

## **Contribution de la FNPS à la Consultation publique ouverte par l'Arcep sur la rémunération des marchands de presse : révision des modalités de calcul et de perception des majorations de taux de commission des marchands de presse**

La FNPS remercie l'Arcep pour l'élaboration de ce projet de décision nécessaire, quoique tardif au vu de l'actualité gouvernementale, pour envisager une révision de la rémunération des diffuseurs.

Vous trouverez ci-dessous nos observations.

**« La présente décision instaure un mécanisme d'actualisation automatique des seuils de chiffre d'affaires, indexés sur l'évolution du marché. Le niveau de ces seuils sera, pour chaque année, actualisé en fonction de l'évolution des ventes globales de la presse groupée, c'est-à-dire distribuée en France par les sociétés agréées de distribution de la presse, exprimées en montant fort («VMF»).**

**Ce mécanisme d'actualisation, qui s'appliquera de la même manière en métropole et en outre-mer, entrera en vigueur à compter du versement des majorations portant sur les ventes de presse effectuées au premier semestre de 2025 (versements d'octobre 2025) ».**

Nous sommes favorables à cette mesure, néanmoins :

1/Il aurait été pertinent de prendre en compte la hausse permanente des prix de vente, plutôt consécutive à la suite des années Covid et en lien avec les baisses de vente et l'explosion des charges des éditeurs.

2/Nous relevons l'absence d'étude d'impact réalisée sur les recettes des diffuseurs et les comptes des éditeurs.

**« Au regard des contributions à la consultation publique de juin à octobre 2023, l'Arcep estime ainsi justifié et proportionné d'imposer que, s'agissant des majorations déterminées en fonction de critères connus au moment de la vente :**

**- pour la métropole, les rémunérations des marchands qui dépendent des dispositions 7°, 8°, 10°, 12° et 13° (à l'exception de celle prévue à la dernière ligne du tableau) de la décision n° 2014-03 du CSMP soient payables au plus tard à la même date que les taux de commission mentionnés au 4° de la décision n° 2014-03 du CSMP ;**

**- pour l'outre-mer, les rémunérations des marchands qui dépendent des dispositions 5° et 6° (à l'exception de celles prévues à la dernière ligne de chacun des tableaux) de la décision n° 2014-09 du CSMP soient payables au plus tard à la même date que les taux de commission mentionnés au 3° de la décision n° 2014-09 du CSMP. Cette mesure entrera en vigueur à compter du 1er juillet 2026 ».**

Sur le principe la FNPS soutient la démarche comme cela avait déjà été proposé par MLP.

En revanche, les délais de mise en œuvre restent bien entendu du domaine de compétence des SADP mais nous semblent réalistes au vu du volume de travail nécessaire. Cette décision aura une incidence sur la trésorerie des dépositaires qui devra être prise en compte au travers d'une étude d'impact.

Les DROM sont traités comme de l'export, les SADP ne connaissent pas les diffuseurs. La diffusion DROM est confiée à des distributeurs qui sont les seuls interlocuteurs des diffuseurs de leur zone. Le mécanisme de sur-commission n'est donc pas techniquement applicable aux DROM.

Nous nous permettons de rappeler que les travaux concernant ce projet ne pourront réellement aboutir qu'après avoir défini les nouveaux critères de rémunération des diffuseurs afin d'éviter deux chantiers informatiques successifs. Ceux-ci devront intégrer des critères de simplification des catégories de marchandises et donc des catégories de commission associées qui restent pour l'heure trop nombreuses.

Le 21 janvier 2025